



## Chili

Source : « GEOATLAS.com © 2009 ©

### Données générales

**Superficie** : 756 900 km<sup>2</sup> soit 1,4 fois la superficie de la France hexagonale (plus 1 250 000 km<sup>2</sup> revendiqués en Antarctique).

**Capitale** : Santiago.

**Monnaie** : Peso chilien (CLP)  
1 EUR = 678 CLP (au 28 juin 2011).

**Langue** : Espagnol.

**Population** : 16,9 millions d'habitants en 2009.

Source : « GEOATLAS.com © 2009 © Graphi-Ogre »



### Démographie

- 50,7 % de femmes ; 49,3 % d'hommes.
- Population urbaine : 86,6 % ; population rurale : 13,4 %.
- 25,7 % de la population a moins de 15 ans et 11,4 % a 60 ans ou plus.
- L'espérance de vie est de 75,59 ans pour les hommes et 80,10 ans pour les femmes.

### Infrastructures

- Excellentes infrastructures, notamment routières et autoroutières (stimulées par le système de concessions de type BOT).
- Infrastructures portuaires et aéroportuaires modernes et de qualité.
- Un réseau ferroviaire ancien et limité.  
En revanche, un réseau ferroviaire urbain dense et développé sur Santiago (5 lignes de métro) et quelques autres villes du pays. Un développement à l'étude des transports urbains légers (LRT, tramways).

### Données politiques

#### Type de régime :

Le Chili est une république de type présidentiel, en transition démocratique depuis 1990. Le pouvoir exécutif est assuré par le Président de la République et son gouvernement, le pouvoir législatif par le Congrès national qui est composé par deux chambres : la chambre des députés et le Sénat.

**Constitution** de 1980, révisée en août 2005.

**Pouvoir exécutif** : Régime présidentiel. Le Président de la République est élu au suffrage universel direct (deux tours), pour un mandat de quatre ans (depuis septembre 2005). Il ne peut pas constitutionnellement prétendre à un deuxième mandat consécutif. Il nomme les membres du gouvernement.

**Le pouvoir législatif** est bicaméral. Le Parlement, appelé Congrès national, est constitué du Sénat (la chambre haute) dont les 38 membres sont élus au suffrage universel pour huit ans et de la Chambre des députés (la chambre basse), dont les 120 députés sont élus pour quatre ans au suffrage universel.

**Pouvoir judiciaire** : Cour suprême (un président et 20 juges).

## Les dernières et prochaines élections

Gouvernement de coalition de centre-gauche, la « *Concertación* » de 1990 à 2010, avec Mme Michelle Bachelet Jeria, Présidente du Chili de 2006 à 2010 et première femme Présidente de la République élue au suffrage universel direct en Amérique du Sud. Les dernières élections ont eu lieu le 13 décembre 2009.

Gouvernement actuel de centre droit avec M. Sebastian Piñera Echeñique, comme Président du Chili (2010 à 2014).

Les prochaines élections auront lieu à la fin de l'année 2013.

## Les principaux dirigeants

**Les membres du Gouvernement Piñera (2010-2014, [www.gobiernodechile.cl](http://www.gobiernodechile.cl))**

Président de la République : Sebastian Piñera Echeñique (depuis le 11 mars 2010).

Ministre de l'Intérieur : Rodrigo Hinzpeter Kirberg (depuis le 11 mars 2010).

Ministre des Relations extérieures : Alfredo Moreno Charme (depuis le 11 mars 2010).

Ministre des Finances : Felipe Larraín Bascañan (depuis le 11 mars 2010).

Ministre des Travaux publics : Hernán de Solminihac Tampier (depuis le 11 mars 2010).

Ministre de l'Économie, du Développement et du Tourisme : Juan Andrés Fontaine Talavera (depuis le 11 mars 2010).

Ministre de l'Environnement : María Ignacia Benítez Pereira (depuis le 1<sup>er</sup> octobre 2010, auparavant du 11 mars au 30 septembre 2010 Présidente de la Commission nationale de l'Environnement qui est devenue le ministère actuel de l'Environnement).

Ministre de l'Agriculture : José Antonio Galilea Vidaurre (depuis le 11 mars 2010).

Ministre des Mines et de l'Énergie : Laurence Golborne Riveros (depuis le 11 mars 2010).

Ministre des Transports et des Télécommunications : Pedro Pablo Errázuriz Domínguez (depuis le 16 janvier 2011).

Ministre du Logement et de l'Urbanisme : Magdalena Matte Lecaros (depuis le 11 mars 2010).

Ministre de la Santé : Jaime Mañalich Muxi (depuis le 11 mars 2010).

Ministre des Biens nationaux : Catalina Parot Donoso (depuis le 11 mars 2010).

## Données économiques en 2010

### Principaux indicateurs économiques par pays

Indicateurs	Chili	France
PIB	203 Mds USD	1 855 Mds EUR
Déficit public en % du PIB	0,4 %	-
Dette publique en % du PIB	13 %	81,5 % (3 <sup>e</sup> trim.)
PIB par habitant	14 982 USD	24 418 EUR
Taux de croissance	+ 5,2 %	1,5 %
Taux d'inflation	+ 3 %	1,8 %
Taux de chômage	8,1 %	9,3 %

Sources : Banque Centrale du Chili, Commission européenne, INSEE.

## Situation économique et financière du Chili : une économie saine et dynamique

Sixième économie d'Amérique latine, avec un PIB supérieur à 200 milliards de dollars en 2010 (soit l'équivalent du PIB d'Israël ou d'Irlande) et le PIB/habitant le plus élevé d'Amérique latine (près de 15 000 USD/hab. en ppp), le Chili, marché de taille modeste (17 M hab.), constitue un modèle de réussite économique et sociale pour la région, comme en témoigne son adhésion à l'OCDE en janvier 2010 (second pays d'Amérique latine entré dans l'OCDE, après le Mexique en 1994).

Malgré son exposition importante à l'environnement international (commerce extérieur représentant 90 % du PIB), l'économie chilienne a fait preuve d'une bonne résistance à la crise mondiale de 2009, avec une baisse limitée à - 1,5 % du PIB en 2009. **Le Chili a connu en 2010 une forte croissance économique de + 5,2 %, supérieure à la croissance moyenne des pays latino-américains (+ 4,1 %).** Ainsi, en dépit des lourds dégâts et dommages subis dans le sud du pays suite au tremblement de terre du 27 février 2010 (évalués à 30 Mds USD), la croissance a été forte, stimulée par le plan de reconstruction lancé par le Gouvernement Pinera. D'autant que les mines de cuivre, source principale d'exportation du pays, n'ont pas été affectées.

Les excédents budgétaires accumulés depuis 2004 grâce à l'envolée des cours du cuivre ont été transférés dans **deux fonds souverains dont les réserves ont atteint plus de 12 % du PIB.** Ces fonds ont permis d'élaborer un plan de relance ambitieux de 4 Mds USD (5<sup>e</sup> plan de relance le plus important au monde en comparaison du PIB) pour faire face à la crise en 2009, mais également de financer une partie de la reconstruction des zones affectées par le tremblement de terre de 2010.

**Le Chili se distingue dans la région par un environnement des affaires réputé et de qualité** (49<sup>e</sup> place selon *Doing Business 2010*, après la Colombie, 37<sup>e</sup> place), matérialisé par une réelle sécurité juridique, un faible niveau de corruption et d'impayés. Cependant, si la pauvreté et l'extrême pauvreté ont diminué, de fortes inégalités sociales persistent. Le Chili est ainsi le pays de l'OCDE qui connaît les plus fortes disparités de revenus, avec un coefficient de Gini de 0,503 (contre 0,313 pour la moyenne OCDE).

**Grand pays minier – premier producteur mondial de cuivre** (plus de 50 % des exportations chiliennes et 18 % du PIB), **et de lithium** – l'économie de rente chilienne subit par contre depuis une dizaine d'années une baisse tendancielle de sa productivité, liée au déficit d'investissement dans la formation et l'innovation qui sont deux grands enjeux importants à venir du pays.

Autre enjeu de taille : pour réduire sa dépendance énergétique, le Chili s'oriente aujourd'hui **vers une forte augmentation et diversification de sa matrice énergétique** avec notamment le développement des énergies vertes (ERNC) et une réflexion engagée sur l'introduction éventuelle du nucléaire.

**De très bonnes perspectives macroéconomiques pour 2011 au Chili, avec une croissance du PIB de 6 à 7 %, soit l'une des plus vigoureuses des pays d'Amérique du Sud et la plus forte des pays de l'OCDE.**

Depuis le tremblement de terre de février 2010, le rebond de l'économie chilienne est beaucoup plus rapide que prévu, avec une forte croissance de la demande interne et du secteur des services sur 2010, relayée en 2011 par la demande externe, le secteur manufacturier et les mines.

Le Chili devrait ainsi être **l'économie la plus dynamique des pays de l'OCDE en 2011** (suivi de la Turquie et de la Corée du Sud) et des pays sud-américains.

La croissance s'est accompagnée d'un regain d'inflation limité (3 % pour 2010), d'une appréciation du peso chilien de l'ordre de 9 %, d'un déficit courant limité (autour de - 0,5 % du PIB) et d'une solide position externe : dette publique ramenée à 13 % du PIB, des réserves records de 28 Mds USD (soit près de 6 mois d'importations), 16 Mds USD dans les deux fonds souverains, un grade d'investissement A1, note souveraine A+ pour Fitch comme Standard & Poors, Aa3 chez Moody's...).

## Indicateurs économiques du dernier rapport de la Banque centrale du Chili

Indicateurs (variation annuelle, en pourcentage)	2009	2010	2011 (p)
<b>PIB</b>	- 1,5	5,2	6,0 / 7,0
<b>Demande interne</b>	- 5,9	16,4	8,5
dont formation brute de capital fixe	- 15,3	18,8	11,9
dont consommation totale	1,8	9,3	8,3
<b>Compte courant (% du PIB)</b>	2,6	0,3	0,0
<b>Inflation annuelle</b>	- 1,4	3	4

(p) Prévisions

Source : Banque Centrale du Chili (juin 2011)

## Politiques fiscale et économique du pays

Le Chili pratique une politique libérale depuis les années 1970 : privatisations, dérégulation, modernisation des marchés de capitaux, indépendance de la Banque centrale, réforme de la législation du travail et de la prévoyance sociale. L'intervention de l'État dans l'économie est limitée mais elle existe, comme en témoignent les plans de relance. Depuis le retour de la démocratie en 1990, les gouvernements successifs se sont attachés à établir **un cadre favorable à la libre entreprise**.

L'économie chilienne se caractérise par une grande ouverture sur l'extérieur et une spécialisation de la production nationale, et de ce fait, elle est marquée par une dépendance de la production des secteurs où le Chili dispose d'avantages comparatifs ou absolus (par exemple mines, notamment le cuivre, bois-papier, saumon et produits de la mer, fruits et légumes), une relative faiblesse du tissu industriel et l'ouverture de son économie vers l'extérieur, notamment vers l'Amérique du Nord, l'Europe et l'Asie en particulier.

Les autorités s'efforcent de poursuivre une politique de relations économiques extérieures active et pour cela se fondent sur **le principe du libre-échange** en cherchant également à plus diversifier les exportations.

Par ailleurs, depuis 30 ans, le Chili a adopté **une politique fiscale prévoyante**. Après 1990, les gouvernements démocratiques ont renforcé la politique de rigueur fiscale en adoptant une règle implicite d'excédent budgétaire structurel (initialement de 1 %), réduisant ainsi la dette publique malgré la hausse du budget des affaires sociales.

Ces résultats s'expliquent notamment par la privatisation du système de retraite et de nombreuses entreprises publiques. D'autres facteurs, comme l'indépendance de la Banque centrale (1990) et la forte croissance des dernières années, y ont aussi fortement contribué.

## Accords politiques, juridiques et multilatéraux

La politique de libre échange s'est traduite par la participation à de nombreuses négociations à caractère régional ou multilatéral.

Le Chili, grâce à ses **23 accords bilatéraux de libre-échange avec 57 pays**, conforte ses positions commerciales et son rôle de plate-forme d'exportation dans la région et au-delà. Être présent sur le marché chilien ouvre ainsi des opportunités d'affaires vers plusieurs centaines de millions de consommateurs à travers le monde et pas seulement vers les 17 millions de consommateurs chiliens.

### Accords multilatéraux

- **APEC (Asia Pacific Economic Cooperation)** dont les trois piliers sont : la libéralisation et la facilitation du commerce, la libéralisation et facilitation des investissements et la coopération économique et technique.

- **Mercosur** (*Mercado Común del Sur*, ou en français, Marché commun du Sud). Le Mercosur est une union douanière configurée autour de quatre pays : Brésil, Argentine, Uruguay et Paraguay et deux membres associés le Chili et la Bolivie.
- **Union européenne** : « accord d'association économique » entré en vigueur le 1<sup>er</sup> février 2003, cet accord inclut des engagements de libéralisation des services notamment financiers, des dispositions sur l'investissement, ainsi qu'un accord vins et spiritueux prévoyant une protection réciproque des indications géographiques et des mentions traditionnelles. Au-delà du dialogue politique, de la coopération et de l'établissement d'une zone de libre-échange, il comporte des dispositions pionnières en matière de services, d'investissements, de marchés publics, et de protection réciproques d'appellations d'origine.
- **ZLEA** (Zone de libre-échange des Amériques, ou en espagnol, ALCA) : ce projet est fortement appuyé par le gouvernement des États-Unis. Il prévoit la suppression des droits de douane sur plusieurs types de produits, notamment sur les produits manufacturés et agroalimentaires. Les négociations sur le dossier concernent actuellement le volet agricole et les services.
- **AELE** (Association européenne de libre-échange) : en 2003, le Chili a conclu un accord de libre-échange avec l'Islande, le Lichtenstein, la Norvège et la Suisse. Il inclut la libre circulation des marchandises, services, capitaux et personnes.
- **P4** (*Pacific Four Strategic Economic Partnership*). Il s'agit d'un accord de libre-échange signé en juillet 2005 avec la Nouvelle-Zélande, Brunei et Singapour.

#### Accords bilatéraux, notamment avec :

- **États-Unis** : cet accord est entré en vigueur le 1<sup>er</sup> janvier 2004 et instaure une zone de libre-échange entre les deux pays. Il comprend tous les aspects d'une relation économique bilatérale.
- **Corée du Sud** : entré en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> avril 2004. C'est le premier accord du Chili avec un pays asiatique.
- **Chine** : cet accord est entré en vigueur en octobre 2006 et le commerce bilatéral a bondi de 65 % en un an. A long terme, il pourrait inclure des volets financiers, favorisant l'installation de capitaux chinois au Chili. Ainsi, ce dernier pourrait devenir une plate-forme d'investissement pour la Chine en Amérique latine et les produits achetés par des entreprises chinoises sur le continent pourraient être transformés au Chili puis revendus aux marchés cibles de la région.
- **Inde** : cet accord partiel de libre-échange est entré en vigueur le 17 août 2007. Il prévoit une diminution de 20 % en moyenne des taxes douanières.

#### Accords politiques

Le Chili est membre de plusieurs organisations régionales et internationales : il est membre de l'ONU et de ses organismes, de l'OMC, de l'OEA (Organisations des États américains), à l'ALADI (Association latino-américaine d'intégration) et au SELA (Système économique d'Amérique latine).

Le Chili est également membre de l'OCDE. En matière de politique extérieure, il est un partisan :

- du respect du droit international ;
- de l'intégrité territoriale ;
- de la promotion de la démocratie et du respect des Droits de l'homme ;
- de la coopération responsable entre les acteurs publics et privés.

#### Accords juridiques avec la France

Depuis les années 90, le Chili a signé avec la France des accords et conventions d'importance, facilitant et encadrant les procédures d'investissement des Français au Chili :

- la convention de promotion et de protection réciproque des investissements adoptée en 1994 ;
- la convention de non double imposition, signée à Paris le 7 juin 2004.

Sans oublier, l'accord d'association économique entre l'Union européenne et le Chili.

## Commerce extérieur

Importations en 2010 :	58 955 Mds USD
Exportations en 2010 :	71 028 Mds USD
Poids de la France dans les importations du Chili :	1,4 % des importations en 2010

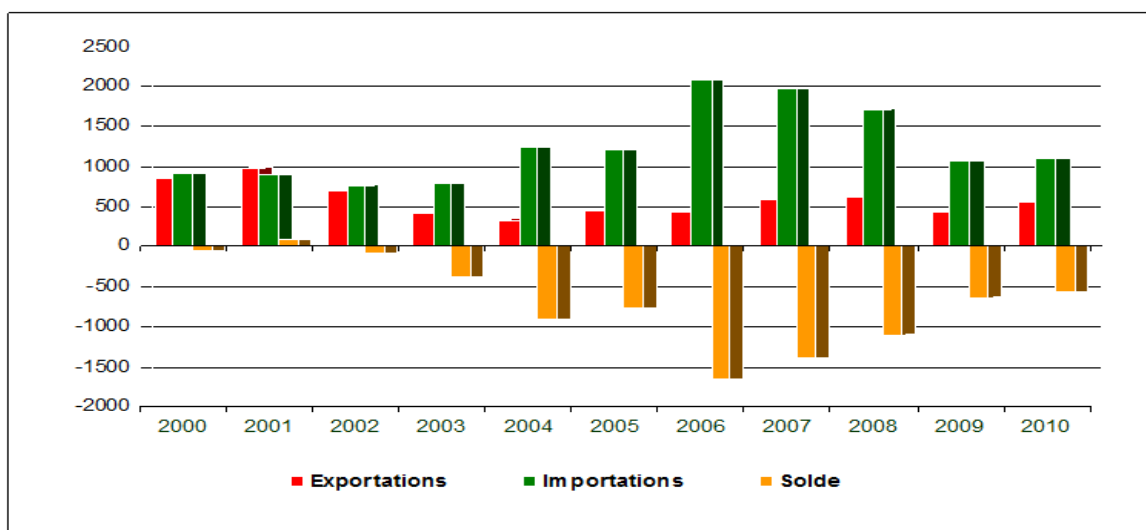
### État des lieux du commerce extérieur entre la France et le Chili

Les échanges commerciaux bilatéraux entre la France et le Chili avaient connu une forte baisse de 35,2 % en 2009, conséquence de la crise internationale et de la forte contraction des échanges au niveau mondial. Avec 442,4 M EUR exportés vers le Chili et 1 069,9 M EUR importés depuis le Chili, nos ventes étaient en baisse de 28,8 % et nos achats en chute de 37,6 % en 2009. Mais cela s'est amélioré en 2010. Les exportations françaises vers le Chili ont en effet augmenté de 23,9 % (548,1 M EUR d'exportations) et les importations de 2,1 % (1 100,5 M EUR). Le déficit commercial, qui perdurait depuis 2002 avec le Chili s'est atténué : - 552,5 M EUR en 2010, contre un déficit de 635,5 M EUR en 2009.

Selon les douanes chiliennes, la France est le 14<sup>e</sup> pays fournisseur du Chili, derrière les États-Unis, la Chine et l'Argentine. Elle est également le 5<sup>e</sup> fournisseur européen (derrière l'Allemagne, le Royaume-Uni, l'Espagne et l'Italie). Elle représente 1,4 % des importations totales du Chili. En tant que client la France occupe la 13<sup>e</sup> position, représentant 1,7 % des exportations totales chiliennes de l'année 2010.

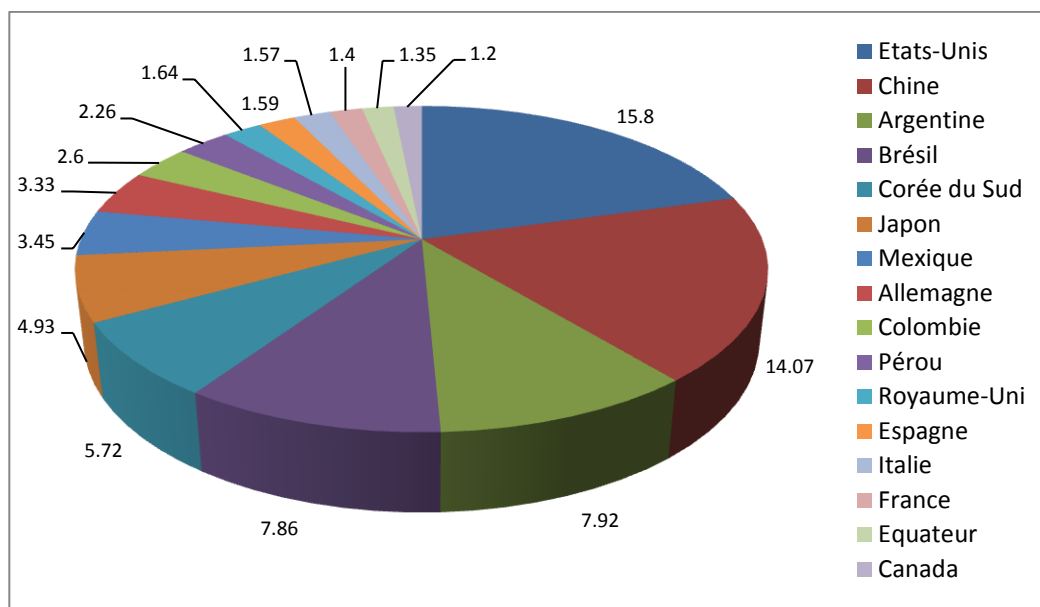
Selon les Douanes françaises, le Chili représente 0,1 % des exportations françaises en 2010, soit notre 61<sup>e</sup> pays client. Le nombre d'entreprises françaises exportatrices vers le Chili est constant depuis ces dernières années, avec 2 079 entreprises répertoriées, dont 51 % de PME. En 2010, le Chili est le 7<sup>e</sup> client latino-américain de la France et notre second fournisseur latino-américain.

Les échanges commerciaux franco-chiliens depuis 2000 (en M EUR)



Source : Douanes françaises

## Principaux fournisseurs du Chili en 2010 (sur 58 955,7 M USD)



Source : Banque centrale du Chili

### Principaux clients du Chili en 2010 (exportations en millions USD, FAB)

Pays	En millions USD	Part de marché (en %)
1 Chine	17 355,4	24,43
2 Japon	7 593,0	10,69
3 États-Unis	7 002,3	9,86
4 Brésil	4 291,6	6,04
5 Corée du Sud	4 086,3	5,75
6 Pays Bas	2 559,9	3,60
7 Italie	2 459,7	3,46
8 Taïwan	2 090,2	2,94
9 Mexique	1 844,2	2,60
10 Inde	1 754,1	2,47
11 Belgique	1 657,8	2,33
12 Espagne	1 293,4	1,82
<b>13 France</b>	<b>1 204,4</b>	<b>1,70</b>
14 Pérou	1 186,6	1,67
15 Argentine	986,5	1,38
16 Allemagne	892,8	1,26
<b>Total</b>	<b>71 028,4</b>	<b>100</b>

### Principaux fournisseurs en 2010 (importations en millions USD, FAB)

Pays	En millions USD	Part de marché (en %)
1 États-Unis	9 334,5	15,8
2 Chine	8 295,8	14,07
3 Argentine	4 672,2	7,92
4 Brésil	4 632,2	7,86
5 Corée du Sud	3 372,3	5,72
6 Japon	2 908,8	4,93
7 Mexique	2 037,2	3,45
8 Allemagne	1 968,2	3,33
9 Colombie	1 533,3	2,60
10 Pérou	1 330,8	2,26
11 Royaume Uni	966,1	1,64
12 Espagne	936,8	1,59
13 Italie	924,3	1,57
<b>14 France</b>	<b>810,4</b>	<b>1,4</b>
15 Équateur	797,7	1,35
16 Canada	708,3	1,20
<b>Total</b>	<b>58 955,7</b>	<b>100</b>

Les exportations françaises vers le Chili sont composées de trois principaux postes qui représentent 93 % des ventes, suivi de deux autres postes plus faibles. Les équipements (hors transports), les transports (dont automobiles) et les autres produits industriels concentrent ainsi respectivement 32,5 %, 22,7 % et 39 % de nos exportations, suivi des produits agricoles et agroalimentaires (5 %) et du poste énergie (1 %).

### Les 5 premiers produits exportés par la France vers le Chili en 2010

Rang	Produit	Montant (M EUR)	Variation (%)
1 <sup>er</sup>	Véhicules automobiles	75	+ 23,9 %
2 <sup>e</sup>	Préparations pharmaceutiques	30,4	- 8,3 %
3 <sup>e</sup>	Parfums et produits pour la toilette	25,5	+ 8,5 %
4 <sup>e</sup>	Engrenages et organes mécaniques de transmission	22,1	+ 78,5 %
5 <sup>e</sup>	Autres parties et accessoires pour véhicules automobiles	21,6	+ 105,7 %

Source : Douanes françaises

Après s'être contractées en 2008 et 2009, les importations françaises depuis le Chili ont enregistré une légère hausse de 2,1 % en 2010, passant de 1 077,7 M EUR à 1 100,6 M EUR. Il s'agit d'une moindre hausse comparée à celle enregistrée au niveau national, les importations françaises globales ayant augmenté de 13,2 % l'an dernier (elles avaient diminué de 18,3 % en 2009).

Elles sont composées de deux grands postes : celui des « autres produits industriels » (produits métallurgiques et métalliques pour l'essentiel, dont les produits miniers) qui représentent 77,7 % des achats français en provenance du Chili (854 M EUR) et celui des produits agricoles et agroalimentaires (21,6 % des achats pour un montant de 238 M EUR). 0,7 % des achats restants (8 M EUR) sont constitués d'autres produits divers notamment des hydrocarbures. Le cuivre reste le premier produit chilien importé en France, même si nos achats en valeur ont diminué de presque 50 % en deux ans (637 M EUR d'importations de cuivre en 2010, contre 1 231,6 M EUR en 2008).

## Les 5 premiers produits importés par la France en 2010

1 <sup>er</sup>	Cuivre	629,4 M EUR	- 0,5 %
2 <sup>e</sup>	Pâte à papier	96,7 M EUR	+ 31,4 %
3 <sup>e</sup>	Préparations et conserves à base de poisson et de produits de la pêche	73 M EUR	- 22,9
4 <sup>e</sup>	Engrais et composés azotés	51,6 M EUR	+ 1 980,1 %
5 <sup>e</sup>	Céréales (à l'exclusion du riz), légumineuses et oléagineux	28,2 M EUR	- 61,3 %

Source : Douanes françaises

## Principaux secteurs porteurs

<b>Filière ITI</b> (infrastructures, transports, industries)	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Énergie, notamment ERNC et nucléaire</li> <li>- Mines</li> <li>- Services urbains aux collectivités</li> <li>- Infrastructures et transport (portuaires, aéroportuaires et ferroviaires urbains)</li> <li>- Environnement (gestion et traitement de l'eau et des déchets, dépollution)</li> <li>- Ingénierie</li> <li>- BTP (construction durable)...</li> </ul>
<b>Filière MHS</b> (mode, habitat, santé)	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Santé (équipements et concessions hospitalières)</li> <li>- Loisirs et sports d'aventure</li> <li>- Tourisme (agences de voyage, hôtellerie, restauration)</li> <li>- Biotechnologies et médicaments...</li> </ul>
<b>Filière Agrotech</b> (produits et filières alimentaires, machines et équipements)	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Équipements et fournitures liées à l'industrie agroalimentaire (secteurs de la pêche, des fruits et légumes frais, de l'élevage, des produits laitiers)</li> <li>- Équipements du secteur viti-vinicole...</li> </ul>
<b>Filière NTIS</b> (nouvelles technologies, innovation, services)	<ul style="list-style-type: none"> <li>- TIC (services de télécommunication)</li> <li>- Formation universitaire et professionnelle</li> <li>- Grande distribution</li> <li>- Commerce électronique</li> <li>- Audiovisuel...</li> </ul>

## Présentation en bref des principaux secteurs porteurs au Chili pour les entreprises françaises

Le **secteur minier** est l'un des piliers de l'économie chilienne. Le Chili est le 1<sup>er</sup> producteur mondial de cuivre (33,4 % de la production mondiale et 38 % des réserves de la planète), de lithium (31 % de la production mondiale), d'iode (58 % de la production mondiale) et de nitrate. Le pays est également le 3<sup>e</sup> producteur mondiale de molybdène (21 % de la production mondiale).

Les investissements lourds du secteur, directs comme indirects jouent un rôle moteur dans toute la branche industrielle. L'achat d'équipements représente de 60 à 70 % des investissements miniers. Dans le secteur des équipements et des services liés au secteur minier, plusieurs groupes français sont présents. Bien que 70 % du matériel d'exploitation soient importés et que le marché soit dominé par les États-Unis, la demande chilienne représente un attrait pour les entreprises françaises de l'équipement petit et moyen, de l'équipement de sécurité, des logiciels de gestion des ressources, du traitement des eaux et des fumées, de l'analyse de risque, de la cartographie et des services généraux tels que la restauration collective.

Le **secteur énergétique** est au Chili est à la fois très concentré et entièrement libéralisé depuis les années 1980. L'État n'intervient que par l'intermédiaire de la Commission nationale de l'énergie, qui joue le rôle de régulateur.

La capacité énergétique totale installée au Chili atteint environ 15 460 MW. Il existe quatre réseaux électriques non interconnectés entre eux et quelques producteurs indépendants. La génération électrique est assurée pour l'essentiel par l'hydroélectricité conventionnelle (34 %), le thermique à charbon (16 %), les unités à cycle combiné (gaz naturel (33 %) ou diesel (14 %), le restant étant assuré par les énergies renouvelables non conventionnelles « ERNC » (3 %).

Les besoins énergétiques ont doublé depuis les 10 dernières années, et doubleront de nouveau d'ici 2020. L'accroissement et la diversification de la matrice énergétique au Chili est donc une thématique centrale. Dans le cadre de cette réflexion, l'option du nucléaire n'est pas exclue. Le gouvernement compte avancer dès à présent sur la création d'une autorité de sûreté nucléaire transparente et indépendante et débiter par la formation de personnel qualifié.

En mai 2011, le projet *HydroAysén* a été approuvé par les autorités du gouvernement, malgré une forte mobilisation à son encontre. Il prévoit la construction de 5 centrales hydroélectriques dans la région de Aysén, au sud du Chili. Le complexe disposera d'une capacité énergétique installée de 2 750 MW. D'après l'entreprise responsable de sa mise en opération, le projet pourrait couvrir 21 % de la demande du système interconnecté central (SIC), principal réseau électrique du pays.

Le Chili est l'un des premiers pays d'Amérique latine à s'être orienté vers l'étude et l'évaluation de ses ressources énergétiques ainsi que sur l'utilisation des énergies renouvelables non conventionnelles (ERNC). La politique de sécurité énergétique du gouvernement, initiée en 2007, cherche à concilier trois objectifs : la sécurité d'approvisionnement, la croissance économique et le respect de l'environnement dans le développement du pays. À terme, les ERNC devraient représenter près de 360 MW en 2011 et 900 MW en 2020. Un programme d'efficacité énergétique vise également à réduire de 20 % la consommation d'énergie prévue d'ici 2021.

**Les infrastructures et le bâtiment** représentent respectivement 1/3 et 2/3 des investissements réalisés dans le secteur du BTP. Selon la Chambre chilienne de la construction, les investissements en infrastructures publiques s'élèveraient à 35,4 Mds USD (2010-2014), sans compter ceux du plan de reconstruction. Les infrastructures liées aux transports (voiries, aéroports et ports) représenteraient 50 % de ces montants. Ces investissements sont encouragés par le système de concessions dont le Chili est un précurseur en Amérique depuis les années 1990. Des opportunités importantes à noter pour les entreprises françaises dans le secteur ferroviaire, urbain notamment (métros et projets de tramways).

**L'environnement** est devenu pour le pays un enjeu économique de premier plan. L'intégration du Chili au sein de l'OCDE et dans le commerce international, notamment à travers ses nombreux accords commerciaux (accord d'association avec l'Union européenne, traités de libre-échange avec les États-Unis, le Mexique ou encore la Chine) suppose le respect de normes sanitaires et environnementales strictes. Dans le domaine de l'assainissement, le Chili traite plus de 83 % de ses eaux usées domestiques et a engagé une grande partie des investissements qui lui permettront de dépasser 98 % en 2011. Par ailleurs, la Région métropolitaine (Grand Santiago) valorise 14 % de ses déchets, par rapport à la totalité du pays qui atteint les 10 %. Le déficit énergétique chilien favorise les projets liés à la valorisation et à la gestion des déchets (biomasse et récupération du biogaz).

**Le secteur de la santé** est mis au centre des priorités, avec la définition de projets de reconstruction (suite au séisme du 27 février 2010) et de construction d'une vingtaine d'hôpitaux de haute complexité. Le budget alloué à la santé publique pour l'année 2011 s'élève à 8 Mds USD. Les articles et les équipements médicaux, l'immobilier hospitalier, ainsi que la gestion des services annexes (entretien, restauration et administration) sont autant d'opportunités pour les entreprises françaises, dans le cadre des projets de modernisation des établissements de santé, tant dans le secteur privé que public.

**La biotechnologie** représente également un domaine à fort potentiel de développement au Chili, où il existe des outils d'appui destinés à promouvoir la recherche et l'innovation technologique (encore faible au Chili : environ 0,4 % du PIB).

**Le Chili possède un fort potentiel de développement touristique** (tourisme de montagne en hiver par exemple), en raison de sa diversité géographique hors du commun et de sa stabilité politique et économique.

L'activité touristique génère 3,5 Mds EUR par an et le marché connaît une croissance de plus de 8 % par an. Les autorités chiliennes, conscientes de l'importance de l'industrie touristique dans l'économie chilienne, ont annoncé leur volonté de mettre en œuvre les moyens nécessaires afin que l'apport du tourisme au PIB puisse représenter 6 % du PIB d'ici 2020.

**L'industrie agroalimentaire** est la seconde source de revenus après les mines. Le Chili exporte ses produits vers plus de 150 pays et se place au 17<sup>e</sup> rang mondial des pays exportateurs de produits alimentaires, avec l'objectif de figurer parmi les 10 premiers pays producteurs d'ici 2020. Les opportunités pour les sociétés françaises se situent dans le secteur des équipements pour l'agro-industrie, la fabrication de ce type de matériel étant quasi inexistante au Chili (importations depuis les États-Unis, l'Asie et l'Europe).

Le Chili est le premier producteur de fruits frais de l'hémisphère sud. Il occupe une position dominante sur le raisin et les prunes mais aussi les pommes, les kiwis, les poires, les framboises et les avocats. Il doit moderniser sa production s'il souhaite augmenter ses volumes d'exportation de fruits frais et transformés.

Le secteur de la pêche et de l'aquaculture représente 1,5 % du PIB et est orienté à 90 % vers l'exportation. Le sous-secteur des salmonidés, qui représente plus de 90 % de l'aquaculture chilienne, constitue un des secteurs les plus dynamiques du pays (1<sup>er</sup> producteur mondial de truites, 2<sup>e</sup> producteur de farines de poissons et de saumons).

Enfin, le Chili occupe une position concurrentielle dans les secteurs des produits laitiers et élevage, de la viti-viniculture, et du bois et papier. Les besoins en équipements et matériels de transformation mais aussi en ingénierie, sont autant d'opportunités pour l'offre française.

**Les technologies de l'information et de la communication** : en Amérique latine, le Chili est l'un des pays qui possède les infrastructures les plus développées et les meilleurs taux de pénétration de ces technologies. Les opportunités d'affaires se situent notamment dans les secteurs suivants :

- les services à valeur ajoutée pour la téléphonie ;
- la télévision numérique ;
- les systèmes bancaires et les cartes prépayées ;
- les SIG (système d'information géographique, notamment pour la mine) ;
- les transports urbains et la gestion de flotte ;
- les nouvelles technologies telles que la RFID à laquelle le Chili s'intéresse peu à peu.

## Les investissements

Les investissements directs étrangers au Chili des années 1974 à 2010 se montent à 77,2 Mds USD. Le total des investissements de la France au Chili pour la même période est de 1,6 Mds USD, ce qui représente 2,1 % du stock.

Au début des années 1990, on ne comptait au Chili qu'une quarantaine d'implantations françaises. La démocratie s'affirmant, de nombreuses implantations ont été enregistrées dans les années 1997 et 1998. Suez a ainsi réalisé, dans le cadre d'un consortium, en 1999, le plus important investissement français de la décennie et le groupe GDF-Suez reste un acteur majeur à l'échelle nationale.

En stock d'IDE (1974-2009), la France est le 9<sup>e</sup> investisseur étranger au Chili et le 5<sup>e</sup> européen. Les derniers chiffres côté chilien font état d'un flux de 53,29 M USD d'investissement français en 2009, soit 1,05 % des flux d'IDE entrants matérialisés.

Les 120 filiales françaises (26 000 employés) sont représentées dans tous les secteurs, à l'exception du domaine minier *stricto sensu* (mais GDF-Suez et Air Liquide par exemple en sont des fournisseurs clés pour l'énergie et les gaz industriels, tout comme Sodexo et Newrest pour la gestion des bases-vie). La France occupe une place clé dans les secteurs stratégiques de l'eau, de l'électricité et des transports, mais aussi de la restauration collective. Ainsi, des sociétés comme Alstom, GDF-Suez (qui fournit 50 % de l'électricité de la zone minière du nord du pays via sa filiale Edelnor) ou Sodexo (3<sup>e</sup> employeur privé du pays avec plus de 16 000 salariés) sont des acteurs majeurs à l'échelle nationale. Enfin, le Chili est un client régulier en matière d'équipements de défense et sécurité.

En millions USD	IDE français au Chili en flux	IDE Chili en France en flux
1999	617,339	3,346
2000	45,973	22,655
2001	48,212	42,382
2002	40,709	0
2003	41,444	30
2004	2,527	36,494
2005	4,735	0
2006	22,175	9,866
2007	13,623	36
2008	144,885	101,278
2009	53,293	0

Source : [www.inversionextranjera.cl](http://www.inversionextranjera.cl)

## Environnement des affaires et conseils pratiques

### Conseils pratiques

Site de l'Ambassade de France au Chili : [www.france.cl](http://www.france.cl) / [www.ambafrance-cl.org](http://www.ambafrance-cl.org)

### Formalités

Le passeport est obligatoire, le visa ne l'est pas. Un visa de tourisme d'une durée de 3 mois est octroyé à l'arrivée. Tous les voyageurs en Amérique latine, quelles que soient la durée et les circonstances de séjour, doivent être protégés contre l'hépatite A. Il est conseillé d'effectuer une mise à jour des vaccins contre la polio, le tétanos et la diphtérie.

### Nature du réseau électrique

220 volts, 50 Hz, compatible avec les appareils français mais nécessité d'avoir un adaptateur pour les prises (3 branches du type des prises italiennes).

### Jours fériés en 2011

1 <sup>er</sup> janvier	Nouvel an
22-23 avril	Vendredi saint et Samedi saint
1 <sup>er</sup> mai	Fête du travail
21 mai	Jour de Gloire de l'Armée de la République
27 juin	Saint Pierre et Saint Paul
16 juillet	Jour de la Vierge del Carmen
15 août	Assomption
18-19 septembre	Fêtes patriotiques
10 octobre	Jour du Monde hispanique
31 octobre	Jour des églises évangéliques et protestantes
1 <sup>er</sup> novembre	Fête de la Toussaint
8 décembre	Jour de l'Immaculée Conception
25 décembre	Noël

## Horaires d'administrations, postes des magasins et des banques

En règle générale		De 9 h 30 à 13 h 00 et de 14 h 00 à 17 h 30
Administrations	Du lundi au vendredi	De 9 h 00 à 18 h 00
Entreprises	Du lundi au vendredi	De 9 h 00 à 18 h 00
Banques	Du lundi au vendredi	De 9 h 00 à 14 h 00
Centres commerciaux	Du lundi au vendredi	de 11 h 00 à 21 h 00 ou 22 h 00
Magasins	Du lundi au samedi	De 10 h 00 à 20 h 00
Supermarchés	lundi à dimanche	De 8 h 30 à 22 h 00 ou 23 h 00
Jours chômés hebdomadaires	Samedi et dimanche	

Il n'existe pas de **banque** de détail **française** au Chili. Présence toutefois de BNP Paribas et de la Société Générale en tant que banques d'affaires françaises.

## Les pratiques commerciales du pays

### Mode de règlement

Tous les paiements s'effectuent en pesos chiliens, monnaie locale qui ne peut être acquise que sur place dans des distributeurs automatiques de billets et dans les agences de change. Celles-ci sont établies dans toutes les villes et les sites touristiques et convertissent aussi bien des euros que des USD. Les chaînes de magasins offrent généralement la possibilité de payer avec une carte de crédit internationale (de rares difficultés ont été signalées pour celles munies d'une puce de sécurité).

Règlementations de base ou référentiel à consulter les ouvrages publiés par la Mission Economique Ubifrance au Chili (<http://www.ubifrance.fr>) notamment « *L'essentiel d'un marché* » et « *S'implanter au Chili* ».



### Règles de communication lors des contacts professionnels et personnels

L'homme d'affaires chilien est d'un premier abord plutôt réservé, comparativement aux autres Sud-américains bien qu'il soit cordial à l'égard des étrangers. Il est parfois surnommé le « Britannique » ou le « Nordique » d'Amérique du Sud.

Il a la réputation de traiter les affaires avec professionnalisme et sérieux, mais s'il a souvent du mal à dire « non ».

### Savoir vivre

**Tenue vestimentaire** : les réunions d'affaires sont normalement avec tenue de ville (costume, cravate), à moins qu'elles n'aient lieu dans des établissements plus décontractés. Le smoking est seulement utilisé pour des événements diplomatiques ou très formels.

Lors d'une première conversation, les thèmes relatifs à la famille, la cuisine, les vins et les lieux touristiques peuvent utilement être évoqués.

Les sujets sensibles à éviter lors de premières rencontres sont les salaires, des jugements sur la politique locale, les événements liés au coup d'État militaire de 1973.

## Bon à savoir

Sur le plan sanitaire, certaines affections peuvent s'avérer plus ou moins gênantes et/ou dangereuses :

- Puna ou mal des montagnes : sur les plateaux, au nord et dans quelques cols de la cordillère du pays (maux de tête, nausée, problèmes respiratoires et faiblesse physique).
- Virus *Hanta* : maladie respiratoire plutôt rare, véhiculée par certains rongeurs, qui requiert une surveillance médicale et des soins.
- Dengue transmise par les moustiques durant l'été.
- L'araignée « *rincón* » (*Loxosceles laeta*) est une araignée au corps gros et aux fines pattes, potentiellement mortelle. Elle vit dans les coins des pièces.

## Santiago

Environ 5,1 millions d'habitants (agglomération) et 6,7 millions (Région métropolitaine) sur une population totale de 17 millions d'habitants. Décalage horaire avec la France : 4 heures à partir de mi-octobre jusqu'à la mi-mars ; 6 heures de mi-mars à mi-octobre.

Température la plus basse de juin à septembre : proche de 0°C. Température la plus élevée de janvier à mars : 34°C.

## Aérien

Compagnies aériennes desservant Santiago depuis Paris : Air France (en direct depuis Paris), British Airways (via Londres), Iberia/Lan Chile (via Madrid), Lufthansa (via Francfort et Buenos Aires), Aerolineas Argentinas (via Madrid et Buenos Aires). La taxe d'aéroport (18 USD) est comprise dans le prix du billet d'avion.

## Déplacements

Distance entre l'aéroport et le centre-ville : 16 km.

Prix moyen du taxi entre l'aéroport et le centre-ville : 15 000 pesos ; transfert (taxi collectif) : 8 000 pesos.

Le Chili dispose d'un réseau très développé de bus. Deux principales entreprises assurent des liaisons quotidiennes et régulières entre Santiago et les principales villes du pays : Tur Bus ([www.turbus.cl](http://www.turbus.cl)) et Pullman Bus ([www.pullman.cl](http://www.pullman.cl)).

## Location de voitures

Loueurs présents à l'aéroport : Avis, Hertz, Alamo, Econorent, ect. Un passeport en cours de validité, le permis de conduire français ou international et une carte de crédit internationale (garantie) sont obligatoires. La conduite se fait à droite.

### - Contact de la Mission économique-Ubifrance au Chili

<b>Mission économique Ubifrance</b> (activités commerciales de l'Ambassade de France au Chili)	Carmencita 79 - Las Condes – Santiago Tél. : (562) 7563250 – Fax : (562) 7563227 – E-mail : <a href="mailto:santiago@ubifrance.fr">santiago@ubifrance.fr</a> <a href="http://www.ubifrance.fr/chili/mission-economique-ubifrance-au-chili-a-votre-service-a-l-export.html">www.ubifrance.fr/chili/mission-economique-ubifrance-au-chili-a-votre-service-a-l-export.html</a>
---	---

### - Autres contacts sur place

<b>Ambassade de France et consulat</b>	Av. Condell 65 – Providencia – Santiago Tél. : 56 2 470 80 00 – Tél. d'urgence de nuit et week-end : (56 2) 470 80 03 <a href="http://www.france.cl">www.france.cl</a> – E-mail : <a href="mailto:ambassade@ambafrance-cl.org">ambassade@ambafrance-cl.org</a>
<b>Service économique de Santiago</b> (activités régaliennes de l'Ambassade de France au Chili)	Carmencita 79, Casilla – 202-35 – Las Condes – Santiago Tél. : (56 2) 756 32 00 <a href="http://www.tresor.economie.gouv.fr/se/chili">www.tresor.economie.gouv.fr/se/chili</a>
<b>Conseillers du commerce extérieur de la France (CCEF)</b>	Liste complète des CCEF, Section Chili : <a href="http://www.tresor.economie.gouv.fr/se/chili/documents_new.asp?V=1_HTML_10271">www.tresor.economie.gouv.fr/se/chili/documents_new.asp?V=1_HTML_10271</a>
<b>Chambre de commerce franco-chilienne</b>	<a href="http://www.camarafrancochilena.cl">www.camarafrancochilena.cl</a>
<b>ACFI (Association franco-chilienne de professionnels)</b>	<a href="http://www.acfi.cl">www.acfi.cl</a>

UBIFRANCE et les Missions Economiques vous proposent quatre gammes complètes de produits et services d'accompagnement pour vous aider à identifier les opportunités des marchés et à concrétiser vos projets de développement international.



• **Gamme Conseil** : pour obtenir la bonne information sur les marchés étrangers et bénéficier de l'expertise des spécialistes du réseau UBIFRANCE et les Missions Economiques.



• **Gamme Contact** : pour identifier vos contacts d'affaires et vous faire bénéficier de centaines d'actions de promotion à travers le monde.



• **Gamme Communication** : pour communiquer à l'étranger sur votre entreprise, vos produits et votre actualité.



• **Volontariat International en Entreprise (VIE)** : pour optimiser votre budget ressources humaines à l'international

Retrouver le détail de nos produits sur : [www.ubifrance.fr](http://www.ubifrance.fr)

© 2011 – Ubifrance et les Missions Economiques.

Toute reproduction, représentation ou diffusion, intégrale ou partielle, par quelque procédé que ce soit, sur quelque support que ce soit, papier ou électronique, effectuée sans l'autorisation écrite expresse d'Ubifrance et des Missions Economiques, est interdite et constitue un délit de contrefaçon sanctionné par les articles L.335-2 et L.335-3 du code de la propriété intellectuelle.

**Clause de non-responsabilité :**

Ubifrance et les Missions Economiques ne peuvent en aucun cas être tenues pour responsables de l'utilisation et de l'interprétation de l'information contenue dans cette publication dans un but autre que celui qui est le sien, à savoir informer et non délivrer des conseils personnalisés. Les coordonnées (nom des organismes, adresses, téléphones, télécopies et adresses électroniques) indiquées dans ce document ont été vérifiées avec le plus grand soin. Ubifrance et les Missions Economiques ne sauraient en aucun cas être responsables d'éventuels changements.

Auteur : Mission Economique Ubifrance au Chili

Adresse : Carmencita 79  
Las Condes – Santiago – Chili

Tél. : (562) 756 32 50 – Fax. : (562) 756 32 27

Mél. : [santiago@ubifrance.fr](mailto:santiago@ubifrance.fr)

Rédigée et revue par : Xavier Fraval de Coatparquet

Version originale du : 28 juin 2011

